

La Presse

1. La Presse. 1836-11-11.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

LA PRESSE

ÉTRANGER.

TURQUIE.

CONSTANTINOPLE, 17 octobre. — D'après les nouvelles les plus récemment arrivées du camp de Reschid-Pacha dans le Corbistan, les dernières caravanes venues de la Perse avaient été arrêtées par les Persans. On a reçu des nouvelles analogues de Trébisonde. Toutefois le commerce commercial ne croit pas à une guerre entre la Perse et la Russie. Un Arménien qui a des relations suivies avec un agent du shah, aurait dit que les mesures adoptées à la frontière par le commandant persan reposent sur un malentendu. Les marchands les plus riches de l'Arménie, qui sont en relations directes avec la Perse, prennent des mesures qui leur permettent de compter sur une solution prochaine de la situation problématique où l'on se trouve en ce moment.

AUTRICHE.

VIENNE, 1^{er} novembre. — Hier, S. A. R. le duc de Salerne a demandé solennellement, au nom de S. M. le roi des Deux-Siciles, la main de S. A. I. l'archiduchesse Thérèse, fille de S. A. I. l'archiduc Charles. S. M. l'empereur a daigné donner son auguste consentement à cette union. Les fiançailles auront lieu dans le courant du mois de janvier. (Gazette d'Augsbourg.)

FRANCE.

PARIS, 10 NOVEMBRE.

Il y a quelque temps que nous n'avons parlé des affaires générales de l'Espagne. Leur situation varie si peu, non seulement de jour en jour, mais encore de mois en mois, et même d'année en année, que le sujet est toujours actuel; et d'ailleurs, il y a tant d'autres matières importantes qui nous pressent et qui nous envahissent, que nous sommes avertis du temps et de l'espace, donnés aux questions oiseuses. Nous revenons néanmoins aujourd'hui sur les affaires générales de l'Espagne, moitié pour compléter ce que nous en avons dit, moitié pour juger et mettre à leur place les idées plus ou moins étranges et stériles que la presse espagnole suggère à la presse française.

Un fait qui frappe aujourd'hui en Espagne et qui se manifeste avec une irrésistible évidence, c'est qu'il n'y a pas de parti qui puisse dominer malgré les autres, c'est qu'il n'y a pas de catégorie d'intérêt qui puisse servir de base à un gouvernement fort et durable. Les carlistes peuvent battre les constitutionnels, mais ils ne les soumettront pas; les constitutionnels peuvent battre les carlistes, mais ils ne les soumettront pas davantage. Au nord, l'Espagne est carliste; au centre, elle est modérée; au midi, elle est révolutionnaire; prise dans son ensemble, elle n'a aucun caractère net et décidé. Quel que soit donc le gouvernement qui s'y installe, révolutionnaire, modéré ou carliste, sous l'influence de M. Calatrava, de M. Martinez de la Rosa ou de Gomez, il est incapable de se maintenir dignement et longtemps.

Il n'y a en Espagne aucune classe qui ait acquis le développement nécessaire pour imposer sa volonté aux autres, pour organiser la société de son point de vue, et pour se faire la gardienne de l'ordre et des lois. La noblesse y a été ruinée d'autorité par la monarchie, et elle ne conserve plus ni assez de richesses, ni assez d'intelligences, ni assez de vertus pour fonder un gouvernement monarchique et pour le maintenir; le clergé, miné dans sa puissance morale par le philosophisme, et dans sa puissance matérielle par sa propre apathie et par sa propre ignorance, conserve peut-être assez de ressort et d'influence pour susciter une émeute, mais pas assez pour faire une révolution; la bourgeoisie, cette classe serrée, nombreuse, active, industrielle, paisible, éclairée, qui fait la force de la France, de l'Angleterre, de la Hollande et de la Prusse, n'existe guère plus en Espagne qu'en Russie. Il n'y a donc réellement dans la Péninsule, ni assez de noblesse pour fonder un gouvernement monarchique, ni assez de clergé pour fonder un gouvernement religieux, ni assez de bourgeoisie pour fonder un gouvernement constitutionnel.

Notez bien qu'à la rigueur chacun de ces trois gouvernements peut s'y installer; le gouvernement constitutionnel y existe de fait; une victoire de Gomez peut y installer le gouvernement monarchique, et don Carlos, remis sur le trône, peut rétablir l'inquisition; mais ce qui est impossible, clairement impossible, c'est qu'aucun de ces gouvernements subsiste par lui-même dans des

conditions de dignité, de puissance et de durée. Qu'est-ce que le gouvernement constitutionnel d'un pays qui a l'ennemi dans ses meilleures provinces? Que serait le gouvernement d'un roi conduit dans sa capitale par quatre mille soldats mal armés? Que serait une théocratie minée par la déclaration des droits de l'homme et par la liberté de la presse?

Ainsi, c'est là un fait acquis, un fait avéré, un fait éclatant; les partis qui divisent l'Espagne peuvent y établir provisoirement le gouvernement qui leur plaira; ils sont incapables d'en fonder aucun.

Ces premières observations sont fort importantes pour dessiner la politique de la France vis-à-vis de l'Espagne. Ainsi, toute intervention directe, efficace, dans les affaires de la Péninsule, est clairement impossible, parce qu'elle est clairement inutile et clairement déraisonnable.

D'abord il y aurait cette difficulté, qu'on ne saurait pour qui intervenir. Serait-ce pour le parti modéré, qui se contenterait du statut royal et des deux chambres? Serait-ce pour les partisans de la constitution de 1812 avec une seule chambre? Serait-ce pour l'esprit provincial, qui se manifeste avec autant d'énergie dans les junte insurrectionnelles du midi que dans la révolte navarraise? Il est clair qu'il ne faudrait intervenir qu'en faveur de l'intérêt le plus réel, le plus général, le plus véritablement espagnol; or, comment la France connaîtrait-elle exactement les besoins, les vœux et les tendances de l'Espagne, lorsque l'Espagne s'agit, se débat, se déchire pour s'entendre elle-même avec elle-même sur ce point?

D'un autre côté, quelque fût le parti qu'on prit, quelque fût l'intérêt qu'on adoptât, le statut royal, la constitution de 1812, ou les junte, que pourrait faire la France? — La France pourrait assurément établir en Espagne le gouvernement qu'il lui conviendrait de soutenir; cinquante mille hommes de troupes françaises feraient embarquer le prétendant, réduiraient les junte au silence, et installeraient la reine avec la constitution; mais une fois cette œuvre faite, qu'en resterait-il si l'armée française se retirait? rien du tout. Le jour où l'armée française sortirait par les Pyrénées, don Carlos rentrerait par la Navarre, et la république par l'Andalousie.

Ce que peut faire la France pour l'Espagne, c'est lui donner un gouvernement; ce qu'elle ne peut pas faire, c'est lui donner un gouvernement qui se soutienne. Or faut-il intervenir, c'est-à-dire courir mille chances que tout le monde énumère dans sa pensée, pour établir un gouvernement de six mois? Les hommes sages ne peuvent pas avoir cette pensée.

Si la France allait établir un gouvernement en Espagne, il faudrait qu'elle l'y maintint. Or, a-t-on sérieusement envisagé les conséquences d'un engagement de cette nature? A-t-on songé qu'il faudrait que la France épousât l'Espagne tout entière, ses besoins, ses alliances, ses antipathies? A-t-on songé qu'on se rendrait solidaire de ses dettes, caution de son crédit, partie tenant de ses guerres? Qu'il faudrait se brouiller avec les cours de Naples, de Vienne, de Berlin et de Saint-Petersbourg, parce que l'Espagne est brouillée avec elles? Qu'il faudrait payer ses emprunts échus, parce que l'Espagne ne les paie pas? Qu'il faudrait répondre pour ses emprunts nouveaux, parce que l'Espagne ne trouverait pas une piastre à emprunter sur toutes les places de l'Europe?

Et ce serait au moment où la France se relève avec peine de deux révolutions, qu'elle irait se jeter à l'étourdie dans une troisième révolution, qui n'est pas la sienne? Et ce serait au moment où nous sortons de nos embarras, que nous irions nous mettre sur les bras les embarras des autres? Et ce serait au moment où les passions se calment parmi nous, que nous irions les rallumer au contact de passions nouvelles? Et pourquoi? Dans quel intérêt? Et dans quel but? Savez-vous ce qui résulterait d'une pareille témérité, d'une pareille folie? C'est que la France serait perdue peut-être, et que l'Espagne ne serait pas sauvée.

Il y a des circonstances dans la vie des nations, comme dans

la vie des hommes, où il faut faire taire la pitié pour écouter la raison. Quand les peuples et quand les villes brûlent, il faut se résigner à faire la part du feu.

Il n'y a donc aucun remède efficace que la France puisse apporter aux maux présents de l'Espagne. Elle restera dans l'état où elle est, jusqu'à ce qu'elle s'en tire d'elle-même. S'en tirera-t-elle? Dieu le sait!!

Pour sortir de la position actuelle, c'est-à-dire pour asseoir un gouvernement solide, il faut qu'il se produise en Espagne une masse d'intérêts assez réels, assez considérables, assez généraux, assez stables, pour servir de base à ce gouvernement. Or, c'est-là l'affaire du temps. Tous les décrets, toutes les délibérations, même toutes les violences n'y feraient rien.

Quoiqu'il puisse paraître cruel de répéter les reproches, nous ne nous lassons pas de dire que la première et la plus grande faute commise par l'Espagne, c'a été d'établir le gouvernement constitutionnel comme elle l'a établi, c'est-à-dire, tout d'un coup, sans préparation; et d'avoir cru qu'il suffirait de mettre de telle ou telle manière une nation sur le papier, pour qu'elle se dessinât docilement d'elle-même comme un parterre. L'Espagne avait été assez longtemps heureuse sous son ancien gouvernement pour n'être pas si pressée de s'en donner un nouveau. D'ailleurs, ce qui est l'œuvre de la main de Dieu et du temps est toujours plus solide que ce qui est l'œuvre de la main des hommes. Les hommes font des chartes; mais il n'y a que Dieu et le temps qui fassent des peuples.

LE MORCELLEMENT EXAGÉRÉ ENGENDRE LA MISÈRE. — MOYENS DE LE COMBATTRE A L'AVANTAGE DE TOUS. (1).

Les économistes les plus avancés ont bien senti que le morcellement excessif des patrimoines fonciers devait aboutir un jour à une sorte d'expropriation légale, et à la ruine des familles propriétaires de ces lambeaux. Quelques-uns ont été jusqu'à dire qu'il en résulterait l'indigence universelle. En effet, chacune de ces familles pourrait à peine tirer de son étroit domaine le gros de sa subsistance; les objets d'art et d'agrément lui seraient interdits; car privée d'objets d'échange, elle devrait pourvoir à tous ses besoins; ce qui est impossible.

Mais d'un autre côté, le territoire étant insuffisant pour donner à tous un coin de terre, ceux qui n'en auraient point manqueraient d'acheteurs et de consommateurs, et surtout d'acheteurs qui donnassent en retour ce qui se mange et fait vivre; eussent-ils une industrie et des objets manufacturiers, ils mourraient de faim: la division du travail aurait cessé.

C'est en vain que l'on a rêvé d'élever par le morcellement tout Français à la jouissance de la propriété, et de lui donner une patrie. Quelle que soit la subdivision, il y aura toujours une classe nombreuse qui sera privée de son coin de terre. Que deviendrait donc la France si son territoire n'allait plus donner strictement de nourriture et d'existence qu'à ceux qui le cultiveraient? que deviendraient les artistes, les savants, les industriels de toute sorte et les fonctionnaires?

Quand même il serait vrai que la petite culture produisit autant que la grande, celle-ci aurait toujours sur le morcellement l'avantage inappréciable de n'employer, pour la gestion et la conduite de la même étendue de terre, que 200 hommes, par exemple, là où le morcellement en exigerait 2,000. L'épargne, suivant nous, vaut bien la peine; car ce sont autant d'entendements qui échappent à l'engourdissement, autant de bras à la fatigue. Labourer, semer, sarcler, etc., est-ce donc une œuvre si digne d'envie en elle-même qu'il faille en multiplier les obligations pour tous.

La grande culture, il est vrai, opère comme une machine et supprime des bras; mais l'objection est aujourd'hui sans force, depuis que la grande industrie a augmenté la prospérité générale, il est admis que le privilège et le progrès pour l'homme, en ces choses, consiste principalement à se délivrer du joug auquel l'asservit le monde extérieur, en faisant servir les lois de la nature à nous approprier la nature elle-même. Il suffit que la société se souvienne de ceux que l'application des machines déplace momentanément et prive même de leurs moyens d'existence.

Si donc le morcellement a été un bien, ce n'est nullement parce

(1) Voir la Presse du 9 novembre.

FEUILLETON.

SEMAINE INDUSTRIELLE.

LA GARANCE. — JEAN ALTHEN.

Sans les pantalons de notre armée, quel est l'homme du monde qui s'occupe de garance; et parmi les nombreux manufacturiers qui emploient la garance, soit comme principe colorant, soit comme mordant, qui s'occupe de Jean Althen? Cependant, pour le midi de la France, le nom de Jean Althen doit être aussi sacré que celui de Christophe Colomb pour l'Espagne, de James Watt pour la Grande-Bretagne, de Jacquart pour Lyon.

Mais Colomb, Watt, Jacquart ont été honorés pendant leur vie, célèbres après leur mort. La postérité a largement dédommagé le marin géniais de l'ingratitude de Ferdinand qui, en retour d'un monde dont il l'avait doté, lui donnait des fers; mais la perspective de l'avenir le consolait, le vengeait, alors même qu'il écrivait ces lignes qui jégouteraient de la gloire, si la gloire n'était pas au-dessus des misérables atteintes humaines:

« A quoi m'ont servi vingt années de travaux, et tant de fatigues, et tant de périls, je n'ai pas aujourd'hui une maison en Castille; et si je veux dîner, souper, dormir, je n'ai pour dernier refuge que l'hôtellerie où le plus souvent l'argent me manque pour payer mon écot. »

Voilà ce qu'écrivait Christophe Colomb, voilà ce qu'il disait en laissant tomber un regard découragé sur son fils, sur son frère; mais ces paroles, l'histoire vengeresse les a recueillies, tandis que les soupirs et les plaintes de Jean Althen n'ont trouvé aucun écho sur cette terre qu'il avait adoptée pour patrie, et qu'il a dotée d'immenses richesses. Cherchez dans les dictionnaires historiques, dans les biographies, dans tous ces livres où figurent tant de notables médiocrités, où le vice et le crime s'étalent à côté de l'héroïsme et du génie, vous ne trouverez pas même le nom de Jean Althen.

Ehan-Al-Then naquit en Perse, en 1714; le luxe et l'opulence entou-

rèrent son berceau et les premières années de sa vie; fils d'un gouverneur de province, il put rêver le plus brillant avenir et se promettre de succéder aux dignités de son père qui avait représenté son souverain à la cour de Joseph I^{er}. L'usurpation de Thomas-Kouli-Khan vint bouleverser l'empire persan et renverser la fortune de la famille Althen; elle fut massacrée excepté Jean, qui par la fuite échappa à la proscription; mais ce fut pour tomber aux mains d'une horde arabe qui, sans pitié pour son âge, le vendit comme esclave.

Il fut conduit en Anatolie; et pendant quatorze ans, il travailla à l'exploitation de la garance et du coton; mais la dure condition de l'esclave ne put abattre son courage, ni arracher de son cœur les souvenirs du passé, l'espoir d'un meilleur avenir. Doué de ce caractère persévérant, de cette énergie réelle que les obstacles irritent, que l'esclavage fortifie, il parvint à fuir la demeure de son maître; il se réfugia à Smyrne.

Smyrne était à cette époque une des villes les plus florissantes du monde; dans ce bazar du Levant, le commerce français exerçait une puissante influence. Cette influence s'augmentait encore par les lumières, le mérite et le courage de nos agents consulaires, qui soutenaient avec tant d'éclat l'honneur de notre nation. Prodiges de leur vie, toujours prêts à s'interposer entre les oppresseurs et les victimes, ces agents consulaires rappelaient les souvenirs héroïques de nos Croisés. C'était la même abnégation, le même élan chevaleresque appliqués aux intérêts commerciaux, à la défense des marins et des négociants français. Le drapeau qui flottait sur nos consulats avait droit d'immunité; c'était un asile inviolable.

Cette haute influence, ce respect mérité, ne pouvaient échapper à la sagacité d'Althen; l'esclave fugitif alla s'abriter à Smyrne à l'ombre du drapeau français; le consul le reçut avec bonté, et l'accueillit bientôt. Par les soins de cet homme éclairé, Althen fut mis en relation avec l'ambassadeur de France auprès de la Porte; l'ambassadeur écrivit à la cour de Versailles, et Jean Althen s'embarqua sur un navire qui faisait voile pour Marseille.

Il emportait avec lui de quoi largement payer l'hospitalité de la

France; dans son modeste bagage, il avait caché de la graine de garance, ravie au sol de Smyrne; en agissant ainsi, il jouait sa tête; l'exportation de cette précieuse graine était punie de mort; mais Althen ne s'arrêta point à l'idée du péril qui le menaçait, et qui le menaçait seul: car, en cas de découverte, l'ambassadeur et le consul français le désavouaient également.

La fortune le favorisait; il échappa à toutes les recherches d'un pouvoir ombrageux et despotique; mais, arrivé à Marseille, il ne trouva aucun appui dans cette grande cité, le manque d'argent l'empêcha de partir pour Versailles, où les recommandations de l'ambassadeur étaient déjà oubliées.

Le Persan ne se découragea point: il savait ce que peut une volonté énergique, il attendit tout de ses efforts et du temps, il fatigua les agents du pouvoir de constantes sollicitations; le hasard le servit mieux que toutes ses démarches auprès de l'autorité. Il était jeune et beau, sa taille n'était pas très élevée, mais chez lui la force se mariait à la grâce; même à travers sa mauvaise fortune perceait un reflet de noblesse et de commandement, souvenir de ses premiers jours. Une jeune fille de Marseille remarqua l'étranger; elle devint son épouse et lui apporta une dot de vingt mille écus; c'était à cette époque une fortune considérable. Personne à Marseille ne s'étonna d'un mariage dont les exemples se reproduisaient fréquemment; d'ailleurs Althen embrassa la religion catholique.

Il aurait pu vivre tranquille et heureux à Marseille, se livrer au commerce, améliorer sa position; mais, pour des hommes de cette trempe, un bonheur vulgaire a peu d'attraits; il se rendit à Versailles. La correspondance de l'ambassadeur et du consul qu'il invoqua, lui ouvrit l'accès des salons ministériels; il obtint même une audience de Louis XV.

Cette audience dura deux heures, et le langage judiciaire du Persan frappa vivement l'esprit de Louis XV, qui ne manquait pas de justesse et de pénétration. Althen reçut la mission qu'il sollicitait; il voulait introduire un nouveau système de culture et de fabrication dans la soie; il établit son exploitation auprès de Montpellier. Mais les préjugés de

qu'il offrait le meilleur mode de culture, le plus simple, le plus productif, le plus social. Il a été un bien, parce que dès le jour où son action a commencé, elle a été l'expression de ce double fait : l'accession d'un plus grand nombre de citoyens à la qualité de propriétaires, ou plutôt leur participation à la distribution des richesses pour une part *permanente* et jusque-là inespérée ; — et l'intérêt direct des travailleurs à la prospérité de l'agriculture.

Mais, pour produire ce double bienfait, il n'était nullement nécessaire de déchirer aveuglément le sol et la propriété. Car pour ce que l'on souhaite, la multiplication des petits propriétaires, on ne souhaite pas absolument l'extrême multiplication des petites propriétés isolées ; l'un n'entraîne pas l'autre nécessairement.

On dirait, à entendre la plupart des économistes libéraux, qu'il n'y ait qu'une seule manière d'être propriétaire et riche ; qu'il faille de toute nécessité avoir à soi un coin de terre, puis l'isoler, le barricader de haies, de murs bien épais et de larges fossés, comme un bastion ou un château-fort du moyen âge, et que quiconque ne cultive pas seul et en personne son champ, n'est pas digne de s'appeler propriétaire. C'est comme s'ils affirmaient qu'on ne peut posséder une maison qu'autant qu'on y couche ou qu'on l'habite *seul* ; ou bien être musicien qu'autant qu'on exécute toujours des *solo* et jamais de *concerto*.

On conçoit, en effet, que lors du partage des biens nationaux, il eût suffi de faire ce que l'on fait depuis long-temps dans quelques localités de France. Les *ménagers*, propriétaires de petites parcelles, afferment leur terre aux gros fermiers leurs voisins, et contribuent ensuite au bon rendement de leur propriété, en qualité de *journaliers* attachés à la ferme qui en a l'exploitation. Ils restent ainsi propriétaires sans que cependant leur propriété soit morcelée ou cultivée isolément, et ils trouvent dans cette *réunion* la même ardeur, le même intérêt, la même sécurité d'existence, la même indépendance, et toutes les franchises qu'on a vantées si haut ; *toutes*, moins la *servitude* du morcellement et ses mille inconvénients matériels. La combinaison des sociétés par actions convient également pour cette fin. Il suffit d'en transporter l'application de l'industrie, à l'agriculture. C'est ce qu'on a déjà fait avec succès (1). Elles offrent les avantages de la *réunion* et du morcellement. Quelque soit le nombre des petits propriétaires d'actions, l'exploitation est *une*. En un mot, les actions sont un moyen heureux d'intéresser un grand nombre de personnes à la prospérité de l'agriculture sans diviser matériellement le sol à l'infini.

LA CONCENTRATION ARISTOCRATIQUE DE LA PROPRIÉTÉ EST-ELLE POSSIBLE DÉSORMAIS EN FRANCE. — L'ANGLETERRE COMPARÉE À LA FRANCE SOUS CE RAPPORT.

Sous le rapport de l'état de propriété foncière, la France et l'Angleterre présentent le plus frappant contraste. En Angleterre la concentration, déjà si excessive, est néanmoins toujours ascendante ; tandis que le fractionnement en France tend chaque jour à s'accroître avec une progression rapide. Cela évidemment tient à une différence morale. Autant un sentiment d'égalité et des mœurs plus fraternelles semblent prévaloir dans notre peuple, autant l'Anglais semble se complaire encore dans les traditions de la hiérarchie féodale. C'est là ce qui nous empêchera de jamais imiter sa constitution de la propriété ; c'est là en particulier notre sauve-garde contre toute tendance exagérée et rétrograde vers la *concentration aristocratique* du sol. Plusieurs bons esprits craignent, il est vrai, cette concentration en France ; ils se fondent sur nos précédents en fait de concentration industrielle, par nos grandes manufactures, et sur les partisans que trouvent la grande culture et les procédés économiques agricoles des Anglais, dans la classe des grands propriétaires et des capitalistes. Nous ne doutons pas, en effet, qu'une certaine réunion des terres ne s'opère, si la propriété était débarrassée de tous les obstacles qu'y met la législation hypothécaire, etc. ; mais cette réunion serait désirable, nous la provoquons même, convaincus qu'elle n'irait pas au-delà du bien, et qu'elle n'aurait d'autre effet que de nous préserver des extrémités du morcellement ; la réunion en France ne peut se faire que dans un but *social*, jamais dans un but aristocratique comme en Angleterre.

Il faudrait bien comprendre, une fois pour toutes, que jamais l'Angleterre ne sera notre boussole ou notre point de mire, en fait de constitution sociale. Nous imiterons sans doute ses procédés matériels, mais ce sera pour les approprier à un sentiment et à des conceptions de sociabilité plus large. L'inspiration morale sera toujours indigène et nationale en France : il y a plus, l'Angleterre a reçu et reçoit encore, à cet égard, notre impulsion bien plus que nous la sienne. C'est à nous qu'elle devra la chute de son aristocratie et la disparition de sa concentration du sol ; comment supposer alors que cette concentration puisse s'introduire sur notre terre toute chrétienne, sur notre terre d'égalité et de liberté ?

On oublie donc qu'en France nous n'avons plus de droit d'aînesse, de substitutions, etc., et que ces états de la concentration sont renversés pour toujours ; on oublie que la masse des populations agricoles tient à la terre, au champ, jusqu'à la superstition ; tandis que les classes industrielles tiennent fort peu à leur métier. Aussi est-il à

(1) Voyez la Presse des 7, 8 et 10 octobre dernier.

remarquer que, en même temps que l'industrie manufacturière emploie de plus en plus de grandes machines, et demande chaque jour à la science des procédés plus *absorbants*, l'industrie agricole, pour desservir le morcellement en honneur, rétrograde généralement jusqu'aux instruments aratoires inventés dans l'enfance de l'art. Voilà, en partie, pourquoi la réunion des industries en France est possible presque jusqu'à l'abus, et pourquoi celle des champs est au contraire extrêmement difficile. Et encore, dans l'industrie même, la concentration est lente et peu stable ; on voit qu'elle ne s'y acclimatera pas à la manière anglaise : de façon qu'il n'y ait que des hommes-machines et misérables d'un côté, et, de l'autre, un petit nombre d'hommes exploitant la chair de leurs frères. Et c'est encore notre croyance que les populations laborieuses arriveront assez tôt à une certaine aisance et à une puissance morale assez grande, pour empêcher de tels méfaits. Toutefois déjà le mal est assez grand pour qu'il soit vrai de dire qu'il y a une tendance prononcée à la concentration industrielle.

La peur instinctive du pays, pour la constitution féodale de la propriété, est encore telle en France, cinquante ans après la révolution, que tout ce qui, de loin ou de près, peut ressembler à la fusion des limites, à la disparition des haies et des bornes, est tenu pour une réminiscence d'inégalité et de despotisme, pour une rétrogradation vers le moyen âge.

Il n'est donc qu'une possibilité encore éloignée à la concentration parmi nous ; ce serait dans le cas où le morcellement, s'immobilisant dans un état extrême, chaque *morcelleur* ne vint à se trouver si malheureux sur son champ épuisé, qu'il ne le vendît à vil prix et que la réunion ne s'opérât, dans un temps de désordre et de calamités, avec trop de hâte.

Mais si la législation était promptement et sagement modifiée, la réunion, dominée par nos mœurs, qui veulent l'égalité de partage, se ferait sans inconvénient. Ce qui se serait réuni, se diviserait ensuite entre les enfants : il y aurait *mouvement* et *pondération*.

Jusqu'à-là, la tendance actuelle la plus marquante est celle-ci : d'une part, toute la population agricole, ramenée à la glèbe du *sol libre* par le morcellement des propriétés ; et de l'autre, la population industrielle (les *artisans*), ramenés à la glèbe du *métier*, par la concentration de la grande industrie..., et des deux côtés, même atrophie des facultés par le travail solitaire, uniforme et sans relâche ; même action mécanique abrutissante.

Il demeure, en outre, certain que la culture en grand, sous l'unité de direction, est un progrès désirable pour tous, que la réunion a, sur la séparation l'immense supériorité de permettre de produire *mieux, plus vite, davantage* et à *plus bas prix* ; de diminuer les causes de divisions dans la société, en diminuant le nombre des oppositions d'intérêt, de permettre enfin l'éducation et l'instruction des masses.

Donc, si nous regardons en arrière, si nous considérons les maïn-mortes, les substitutions et toutes les entraves venues de la féodalité du moyen-âge jusqu'en 1789, *oui*, le morcellement a été un bien.

Mais si nous regardons en avant, si même nous estimons autour de nous tout ce qui nous sollicite à renoncer au morcellement, *oui*, c'est un *mal*, un *préjugé*, une *ornière*.

Chronique politique.

Insensible à toutes les provocations, à celles des promesses séduisantes qui souvent flattent l'amour-propre, comme à celles d'une rancune menaçante, M. Thiers se tient renfermé dans sa tente ; il a trompé tout à la fois les espérances du tiers-parti et de l'opposition ; car l'un croyait l'avoir décidément conquis par la solidarité d'une mutuelle disgrâce, et l'autre s'apprêtait déjà à caresser le ressentiment de l'ex-président du conseil par les souvenirs de la révolution de juillet ; mais M. Thiers paraît vouloir marcher seul dans sa force et dans sa liberté ; il se suffit à lui-même, et se met en dehors de toutes les associations politiques, de toutes les coteries. Cette confiance dans ses propres forces, dans son mérite personnel ne l'empêche pas cependant de continuer ses relations avec le ministère actuel, dont plusieurs membres sont restés ses amis, quoi qu'en disent quelques feuilles. Tout annonce même qu'il se tiendra à la chambre dans les limites de la neutralité, bien loin de se poser comme adversaire des nouveaux ministres. M. Thiers a trop de tact et d'esprit pour courir les chances d'une offensive qui ne va d'ailleurs ni à ses antécédents, ni à sa position actuelle.

On assurait hier qu'un courrier venait d'être expédié à l'amiral Roussin, notre ambassadeur à Constantinople, pour l'engager à ajourner son voyage en France jusqu'à l'année prochaine ; cette invitation serait motivée par quelques complications nouvelles survenues dans les affaires intérieures de la Turquie, et on les mettrait sur le compte de la Russie, dont l'ambassadeur serait parvenu à reprendre son ascendant sur la faiblesse du divan. Lord Ponsonby, blessé de ces exigences et surtout du ton de hauteur avec laquelle on aurait répondu à ses observations, aurait lui-même renoncé au congé dont il devait profiter pour se rendre en Angleterre, et c'est d'après l'avis du cabinet de Londres et dans l'intérêt commun des deux puissances, que l'amiral Roussin serait invité à

rester à Constantinople, afin d'appuyer lord Ponsonby dans sa nouvelle lutte contre les intrigues de Saint-Petersbourg.

Il y a une chose qui n'aura sans doute échappé à aucune des personnes qui ont lu avec quelque attention les discours prononcés par le roi de Hollande et par le roi des Belges dans des circonstances analogues, c'est que ni l'un ni l'autre n'ont exprimé l'espoir d'un arrangement prochain entre les deux peuples ; on pourrait juger, d'après ce silence ou cette réserve, que les chances d'une conclusion diminuent de jour en jour, et même qu'il faut désespérer entièrement de voir cesser la déplorable incertitude d'une situation qui a déjà coûté tant d'inutiles protocoles et de conférences sans résultat. Mais il y a aussi dans le langage des deux souverains quelque chose qui doit rassurer un peu sur l'avenir, et qui est d'un heureux augure pour une pacification dont les deux peuples ont également besoin : Léopold et Guillaume semblent s'être entendus pour s'abstenir de toute parole, de toutes insinuations irritantes ; du côté de la Hollande surtout, l'absence des récriminations est un fait digne de remarque et qu'expliquent les efforts tentés en faveur d'un arrangement par un cabinet qui, depuis quelque temps, s'est rallié au système de la conciliation.

Deux puissances du Nord, que naguère encore on pouvait croire unies par les liens d'une indissoluble amitié, ont déjà passé du refroidissement au langage d'une polémique un peu vive dans quelques-unes des feuilles qui leur sont dévouées. Ce ne sont pas de part et d'autre de ces hostilités qui font pressentir une déclaration de guerre et annoncent une lutte imminente ; mais l'attitude respective des deux alliés dément de jour en jour certaines protestations diplomatiques qui tendent à faire prendre le change à l'opinion publique ; car on voudrait surtout éviter de la mettre dans la confiance de ces démentis, de ces contestations, qui peuvent aboutir à une rupture définitive. Mais de quelque réserve méticuleuse, de quelque prudente discrétion qu'on s'enveloppe, le secret ne saurait échapper à l'observation des rapports entre les deux ministres de ces puissances, à Paris ; M. le comte de Pahlen et M. le baron de Werther s'éloignent de plus en plus des traditions et des habitudes de l'alliance. Cette simultanéité de vues, ce concours presque fraternel d'efforts n'existent plus, et à peine quelques échanges de politesses, dans certaines circonstances, rappellent-ils l'ancienne amitié des deux cabinets. Ainsi, au dernier dîner du ministre des affaires étrangères, l'on a pu remarquer les progrès de ce refroidissement ; M. Pozzo di Borgo lui-même semblait avoir oublié ses quinze ans d'intimité, à Paris, avec M. de Werther. Ce qui paraît du reste positif, c'est que la Prusse est en ce moment fort mécontente de l'accueil fait par les autorités russes à la nombreuse émigration du grand-duché de Posen ; elle y voit un encouragement à la dépopulation d'une province prussienne, tandis que l'exil volontaire de toutes les familles de négociants et commerçants juifs du grand-duché, ne doit être attribué qu'à l'impolitique conduite du gouvernement prussien à leur égard.

On lit dans le *Moniteur* une déclaration du gouvernement espagnol qui désavoue les mesures prises par M. Mateo Dourou, à l'égard des délégations sur l'île de Cuba. Voici comment ce désaveu est exprimé :

« Le gouvernement espagnol ayant eu connaissance du mode adopté par son commissaire spécial, M. Mateo Dourou, pour le paiement des intérêts du semestre de la dette espagnole à l'étranger, échu le 1^{er} novembre dernier, n'a pu le ratifier, M. Dourou ne s'étant pas conformé aux instructions qui lui furent données le 7 octobre. »

Après ce désaveu viennent les garanties nouvelles proposées aux créanciers.

« Le gouvernement offre, invite et même espère que les créanciers, confiants dans sa bonne foi, voudront bien échanger les coupons dont ils devaient recevoir le montant contre les bons du trésor espagnol (*desventures*), à six et douze mois de terme par moitié, avec les intérêts à 5 0/0 l'an. Le gouvernement prend l'engagement le plus sacré et donne l'assurance la plus solennelle d'anticiper le paiement autant que le permettront les besoins du trésor public, auxquels il pourvoira par tous les moyens possibles, afin de ne pas retarder le moment d'annoncer la conversion de ces bons en argent effectif. »

Nous désirerions fort que les nouvelles garanties offertes par le ministère espagnol fussent plus réelles que les premières ; mais nous devons dire que la situation de l'Espagne ne nous donne pas autant de sécurité qu'à M. le comte de Campuzano. C'est en payant et non pas en promettant de payer que le crédit ébranlé se repare, et malgré nos excellentes intentions pour le gouvernement espagnol, nous ne pouvons voir dans ses promesses que la très honnête déclaration de Figaro, jurant au docteur qu'il aimerait mieux lui devoir ses cents écus toute sa vie, que de les lui rendre un seul instant.

Nouvelles de Portugal.

LISBONNE, 24 octobre. — Don Miguel a quitté l'Italie le 22 courant ; ses partisans croient généralement qu'il s'est embarqué pour le Portugal. Les deux bateaux à vapeur et les bricks mis à sa disposition sont partis aussi ayant à bord un grand nombre de réfugiés qui l'avaient suivi, et une force militaire considérable. Remachido, qui, suivant la *Gazette*, aurait été battu et craignait d'entrer en campagne, augmente habilement ses

populations ignorantes ou prévenues, entravèrent ses efforts ; Louis XV l'oublia ; le gouvernement, absorbé par de graves intérêts, ne lui transmit aucuns secours pécuniaires ; il devora en infructueux essais toute la fortune de sa femme. Il écrivit, il sollicita, il fit plusieurs voyages à Versailles : on le repoussa constamment.

Alors il retourna à Marseille. Dans ses différents voyages, il avait traversé plusieurs fois le comtat venaissin ; la nature du sol l'avait frappé par son analogie avec le sol de Smyrne et de l'Anatolie ; même température, même climat ; il pensa que la garance réussirait merveilleusement dans le comtat. Avec cette promptitude qu'il apportait à toutes ses décisions, il vint à Avignon, après avoir réalisé les débris de sa fortune.

Avignon et le comtat Venaissin faisaient partie du domaine du saint-siège ; un vice-légat y représentait le souverain pontife, dirigeant à la fois l'administration ecclésiastique, civile, judiciaire et militaire.

Ce petit état, entouré de tous côtés par les douanes françaises, avait un commerce de soieries assez florissant, malgré les obstacles que les prescriptions de Versailles apportaient à son essor industriel. Louis XIV avait interdit aux Avignonnais et aux Comtadins la fabrication du velours et des toiles peintes, ainsi que la culture du tabac ; à la suite de ces dures prohibitions, plusieurs hivers rigoureux tuèrent une partie des oliviers, pendant que le manque de soins et d'améliorations faisaient tomber les vins à vil prix. Cependant la population était heureuse : presque point d'impôts, la dîme au sixième, nul service militaire, peu de besoins de luxe, tous les objets de consommation à bas prix ; on pouvait parfaitement se passer de richesses. Avec cela, le mouvement d'une cour, la présence de nombreux étrangers, notamment des seigneurs jacobites, plusieurs maisons opulentes qui recevaient avec éclat ; toutes ces circonstances favorisaient les projets d'Althen : d'ailleurs il rencontra bientôt un patronage qui lui promettait le succès.

Mme de Clausenette s'intéressa à lui, et elle l'autorisa à tenter un premier essai sur une de ses terres. La garance réussit ; et, en 1762, M. de Monteuil, seigneur de Caumont, homme d'un mérite supérieur, donna l'hospitalité à la famille Althen. De 1762 à 1774, le Persan résida

dans une petite maison qu'il tenait des bontés de son protecteur. Cette maison était située sur le territoire de la commune de Caumont, où vivent encore quelques vieillards qui se souviennent parfaitement de l'étranger. Tous ces vieillards parlent de la dignité de son maintien et de l'autorité de sa parole, qui donnaient un constant démenti à la pauvreté de ses vêtements, à sa position précaire.

En 1765, une autre essai de culture de garance fut tenté sur la rive gauche du Rhône, dans une terre de M. de Caumont ; cet essai réussit ; mais les débouchés n'existaient pas encore ; il fallait qu'Avignon et le Comtat Venaissin fussent réunis à la France ; il fallait l'immense essor de l'industrie du coton, résultat du blocus continental ; il fallait le développement que la restauration a apporté à toutes les manufactures ; il fallait le concours de ces diverses circonstances pour que le département de Vaucluse recût, année commune, vingt millions de francs de garance, vingt millions de francs, valeur agricole, sans compter les bénéfices de trituration et de commission qu'en tire le commerce.

Un fait suffira pour caractériser l'immense service rendu au Comtat par Althen. Tout le territoire de la commune de Monteuil, arrondissement de Carpentras, a centuplé de valeur : il y a cinquante ans, on jouait aux dés, on échangeait contre un dîner un carré de terre qui constitue aujourd'hui la fortune d'une famille.

Ces résultats, Althen put les pressentir pendant qu'il s'éteignait dans un état voisin de l'indigence ; il mourut à Caumont en 1774, laissant une fille unique qui devait connaître les plus cruelles privations au milieu d'une population enrichie par son père.

Je me souviens confusément d'avoir vu cette infortunée : elle était grande et maigre ; elle portait sur toute sa personne l'empreinte de la souffrance et de la dignité. Des travaux de couture suffisaient à peine à ses besoins. Elle fatigua de ses sollicitations nos gouvernements successifs, puis elle mourut aussi de misère.

C'est avec des larmes que j'ai toujours lu ces quelques lignes qu'elle adressait aux habitants du comtat dans une supplique qui ne fut pas entendue :

« Une femme infortunée gémit parmi vous dans l'oubli le plus pro-

« fond et dans la misère des plus grandes, et vous jouissez en paix des bienfaits que le ciel daigna répandre sur vous par les mains de son père. La fille de celui qui, par son industrie, vous affranchit de l'em-pire du besoin en vous apprenant à fertiliser les champs les plus stériles, sa fille, dis-je, languit en ce jour dans une triste servitude, et gagne à peine un pain qu'elle humecte de ses larmes. Cependant, dans sa douleur, à qui doit-elle adresser ses prières ? Déjà vingt fois elle a fait parvenir sa voix plaintive jusqu'aux oreilles des grands et des prin-es ; et tous l'ont oubliée ; mais il lui vient une pensée qui la soutient et la console, c'est que vous ignorez qu'elle existe ; si elle souffre, c'est que vous ignorez ses maux. Elle veut vous les apprendre, certaine dans la simplicité de son cœur que vous ne pourrez les entendre sans vouloir y porter au moins quelques faibles remèdes. »

Enfin, en 1821, le conseil-général de Vaucluse se souvint d'Althen, et, pour acquitter la dette de la reconnaissance, vota une tablette de marbre avec une inscription qui fut placée dans le musée Calvet, à Avignon :

A JEAN ALTHEN,
PERSAN,

INTRODUCTEUR ET PREMIER CULTIVATEUR DE LA GARANCE
DANS LE TERRITOIRE D'AVIGNON,
SOUS LES AUSPICES DE M. LE MARQUIS DE CAUMONT,
EN MDCCCLV,
LE CONSEIL-GÉNÉRAL DE VAUCLUSE.
MDCCCXXI.

Le jour où l'on posait cette tablette de marbre, la fille d'Althen mourait à l'hôpital.

ALPHONSE RASTOUL.

Armes ; il reste dans les montagnes, attendant l'arrivée de son maître ; il a des préparatifs pour assurer le débarquement de don Miguel et combattre avec succès l'ennemi qu'il désire laisser dans l'ignorance sur l'importance réelle de sa division. Gomez s'est rendu dans le midi de l'Espagne pour appuyer ces mesures en fournissant des armes et des munitions aux individus qui émigrent des Algarves, soit pour empêcher la reine de fuir lorsque don Carlos marchera sur Madrid. On prétend que la reine est déjà partie à un tel point de la manière dont les affaires publiques sont dirigées, qu'elle a plusieurs fois manifesté le désir d'abdiquer. A cela il y a un obstacle ; car sur quoi porterait l'abdication ? et quant à la liste civile qui n'est pas exactement payée, aujourd'hui que la reine est encore dans la capitale, elle serait certainement supprimée si elle quittait le pays.

Depuis la révolution, la reine ne s'est pas montrée en public : elle sort en voiture le soir lorsqu'elle va visiter l'impératrice dont elle est incapable de pénétrer les projets habilement combinés. Si cette princesse ambitieuse pouvait se frayer les voies au trône du Portugal, aucun effort ne lui coûterait pour y arriver. Elle voudrait décider la reine à se réfugier à bord d'un vaisseau anglais en cas d'émeute, pour pouvoir prendre sa place immédiatement. J'espère que cette perfidie qui dénote une absence complète de principes, sera totalement déjouée. M. Manuel da Silva Passos, ministre de l'intérieur, est sur le point de donner sa démission en faveur de son père, pour pouvoir être nommé député aux prochaines élections, car il est indispensable pour le ministère d'avoir à la chambre quelques orateurs capables de le soutenir. Ce ministre est un ultra radical, qui, à toutes les qualités de Cobbett, joint la loquacité d'O'Connell, sans avoir les talents ni de l'un ni de l'autre.

Je viens d'apprendre d'une source digne de foi, qu'il est arrivé en vue des Algarves un bateau à vapeur ayant à bord des troupes, de l'artillerie et des officiers français distingués parmi lesquels se trouve le fils du maréchal de Bourmont. Bientôt nous saurons la vérité sur ce point.

Le gouvernement portugais a fait publier de nouveau dans le journal officiel du 27 octobre, la loi adoptée par les cortès et sanctionnée par la reine le 19 décembre 1854, à l'effet d'exclure pour toujours l'infant don Miguel et ses descendants de la succession au trône de Portugal. Cette mesure semble indiquer, de la part du gouvernement, la crainte que don Miguel ne trouve des partisans dans le royaume. L'escadre partie de Plymouth le 20 du mois dernier, est arrivée en vue de Lisbonne le 27. Le *Pembroke*, capitaine sir Thomas Fellows, est entré dans le Tage. Les autres vaisseaux sont restés dans la baie de Cascaes. On suppose qu'ils se rendraient à des destinations diverses ; un grand nombre de soldats qu'ils avaient à bord ont passé sur le *Pembroke* et sont entrés dans le Tage. Il y avait alors dans ce fleuve sept vaisseaux de ligne anglais, et deux ou trois vaisseaux français. Il régnait quelque agitation à Lisbonne, mais elle paraissait n'avoir aucun but déterminé.

Malgré l'indifférence affectée du gouvernement portugais, il a donné la preuve de son inquiétude en expédiant à tous les gouvernements civils et militaires l'ordre péremptoire de faire fusiller don Miguel comme rebelle, dans le cas où il serait pris. Il n'est pas encore parvenu à ma connaissance qu'on ait pris jusqu'à présent des mesures pour protéger les côtes contre ce débarquement.

Débats de la presse.

Les journaux sont ce matin d'une insignifiance hyperbolique. Le *Journal de Commerce* poursuit quelque chose qu'il appelle le parti politique ; le *Journal des Débats* rabâche avec l'opposition, et prend chaque jour de plus en plus l'importance et l'éclat qu'avait le *Journal de Paris* pendant sa carrière ministérielle ; le *Constitutionnel* publie une lettre de son correspondant de Londres, lequel continue à être aussi fin et aussi bien informé ; le *Courrier français* est toujours comme hier et avant-hier ; la *Paix* oppose quelques observations fort judicieuses à ce que le *Courrier* avait dit dernièrement d'un jugement de l'université de Tubingen contre des étudiants ; elles méritent même d'être citées :

« Tous ceux qui ont quelques notions sur les mœurs de la société allemande, savent bien que la juridiction universitaire y est considérée comme une garantie et comme un privilège. Les universités sont de grandes corporations sèches, pleines de la fondation remontée à une époque où les pouvoirs étaient bien plus divisés qu'ils ne le sont aujourd'hui. Chaque corporation avait sa personnalité dans l'état. Chaque université avait sa constitution et ses privilèges. La particularité la plus remarquable de ces constitutions, c'est précisément cette juridiction et cette compétence pour les crimes et délits commis par les étudiants. Les universités de date récente, celles qui ont été fondées dans les grandes capitales, à Berlin et à Munich, par exemple, n'ont aucune attribution de ce genre. Mais il n'en est pas de même des universités plus anciennes, et celle de Tubingen est de ce nombre.

« Les élèves de l'université de Tubingen, traduits devant le sénat universitaire se sont donc trouvés en présence de leurs juges naturels ; et, sans chercher à combattre la critique de mauvais goût, dirigée contre ce jury par le *Journal de France*, nous aimons mieux dire qu'au contraire le tribunal, contre lequel le *Courrier français* se récrie, est complètement analogue au jury. Mais qu'importe au *Courrier français* d'attaquer une institution libérale, du moment où cette institution a jugé dans un sens opposé aux sympathies révolutionnaires de ce journal soi-disant constitutionnel ! »

Le *Journal Général*, qui avait persifflé la *Presse* à cause des articles sur les systèmes pénitentiaires, dans lesquels nous disions qu'avant de songer à améliorer le sort des voleurs, il serait logique et urgent d'améliorer le sort des pauvres que la faim pousse à se faire voleurs, vient aujourd'hui à réciprocité et frappe très sincèrement sa poitrine en répétant ce que nous disions, à propos d'un homme et d'une femme morts de misère dans la rue Montmartre et dans la rue du Val-de-Grâce :

« Nous respectons infiniment, nous approuvons de toutes nos forces tout ce qui se prépare pour l'amélioration du régime des prisons ; mais, puisque l'administration est dans cette voie, pourquoi ne travaillerait-on pas aussi activement au soulagement de cette horrible misère qui vient de se révéler ? Les sommes que fournissent tous les jours la bienfaisance privée, sont incalculables, et, si elles étaient dirigées avec ensemble et intelligence, elles suffiraient pour guérir le mal. Vous avez une police pour rechercher le vice et le crime ; de grâce, employez par fois ces moments de loisir à rechercher dans les humbles réduits où il se cache, le pauvre honteux, le vieillard à qui un travail ingrat n'a pas donné du pain pour ses vieux jours. »

Nous sommes charmés que le *Journal Général* reconnaisse, même un peu tard, qu'il y a quelque chose de plus pressé que de nommer des inspecteurs qui surveillent si la soupe des voleurs est bien faite ; c'est d'en nommer qui surveillent si, même avec le travail qu'elles peuvent faire, les classes ouvrières ont toujours de la soupe. Cet homme et cette femme, qui sont morts de faim, se seraient trouvés fort heureux d'être nourris, logés, chauffés et vêtus comme on l'est dans les géôles.

Voici quelques lignes que le *National* extrait des journaux de Madrid. Elles contiennent toutes les idées du parti en matière de politique. On nous dispensera de toute réflexion, quand on aura vu que c'est tout simplement la politique de 93.

« Pourquoi Gomez, après avoir été battu à Villarobledo, n'a-t-il pas été entièrement dérué ? Loin de là il a augmenté ses forces, a parcouru toute l'Andalousie, et a pu arriver jusqu'à Almaden. Almaden ! le plus beau joyau de notre belle et malheureuse Péninsule ! Comment a-t-il pu effectuer cette riche prise contre tant de forces et tant de plans ? Il faut que nous le sachions : et si à cette heure il n'est pas anéanti, le général Rodil qui, comme ministre de la guerre, a plus de facilité pour agir librement, le général Rodil rendra compte à la nation ! (Une explosion de bravos tellement forte éclate dans les tribunes publiques, que le président est obligé de rappeler à l'ordre.) »

La *National* ajoute :

« Si les destinées de la nation espagnole ne sont pas bientôt remises aux mains des députés qui professent ces principes, c'en est fait de la révolution. »

On lit dans un journal :

Plusieurs des principaux éditeurs de Paris nous prient d'annoncer qu'ils n'ont aucunement donné mission à MM. Gosselin, Lenormant ou autres, de fonder une société en commandite pour empêcher la contrefaçon des ouvrages français. Cette mission ne pouvait résulter que d'une convocation des éditeurs et des auteurs ; or, cette convocation n'a pas eu lieu, et n'a par conséquent été suivie d'aucune élection. Nous pensons comme les principaux éditeurs de Paris ; c'est singulièrement abusif de l'extension du système électoral que de s'en faire soi-même. S'il était donné suite à ce projet qui ne repose sur aucune discussion et sur aucun système, les éditeurs de Paris se proposeraient de protester en éclairant le public sur une opération pour laquelle on lui demande son argent qui pourrait se trouver compromis.

Actes du gouvernement.

Le *Moniteur* publie une ordonnance royale qui convoque le 3^e arrondissement électoral du département du Var, pour le 11 décembre prochain, à l'effet d'élire un député en remplacement de M. Emmanuel Pouille, soumis à la réélection pour sa nomination à la présidence de la cour royale d'Aix.

Le lieutenant général comte Reille est nommé président du comité d'infanterie et de cavalerie pour 1857, et le général Fantin des Odoards en sera le rapporteur.

Le lieutenant-général Cubières quitte le commandement du corps d'occupation d'Ancone, où il doit être remplacé incessamment par le général baron de Gazan.

Le commandant Gilberton est nommé ingénieur en chef du casernement de Paris, en remplacement du chef de bataillon Vène, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Un Bulletin des Lois, publié aujourd'hui sous le n^o 365, contient 9 ordonnances : la 1^{re} ouvre au ministre de la marine et des colonies un crédit supplémentaire pour des créances restant à solder sur les exercices 1851 et antérieurs ; la 2^e accorde au même ministre un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos ; la 3^e fixe le tarif des droits à percevoir au passage du bac établi sur la Loire, à Imphy (Nièvre) ; la 4^e établit un commandement militaire à l'île Bourbon ; la 5^e, en date du 28 octobre, prescrit l'organisation d'un bataillon de tirailleurs d'Afrique, dont le noyau sera formé avec les militaires français réunis à Pau ; la 6^e est celle que nous avons publiée et qui est relative à l'importation des grandes peaux brutes sèches, d'origine européenne, et des grandes peaux tannées, pour semelles ; la 7^e rapporte la restriction de poids, établie pour les importations par mer des toiles, des instruments aratoires et des outils de toutes sortes ; la 8^e élève M. le lieutenant-général, baron Voirol, à la dignité de pair de France ; la 9^e porte que les gouverneurs de la Martinique et de la Guadeloupe pourront, jusqu'au 1^{er} janvier 1858, autoriser l'importation des machines à vapeur, dites *voitures locomotives*, propres au transport des récoltes et au service intérieur des sucreries.

Un second bulletin, portant le n^o 240 (partie supplémentaire), renferme trois ordonnances. La première accorde une pension de 6,000 fr. à M. de Chabrol, ancien préfet de la Seine ; les deux autres accordent des pensions de retraite à soixante-cinq militaires, parmi lesquels nous remarquons MM. les maréchaux de camp de Crenay, de Mellet et Delamalle ;

MM. les colonels : Merat, à la 17^e légion de gendarmerie, — de Nettancourt, au 18^e régiment d'infanterie de ligne ;

MM. les chefs de bataillon : Augier de Montgrenier, — Deleuze, ex-commandant de place, — Chabert Depraillies, — Saullet de Florensange, au 65^e régiment d'infanterie de ligne ;

M. Naudet, major au 65^e de ligne.

Ces ordonnances mentionnent trente capitaines admis à la retraite.

Nouvelles diverses.

PARIS, 11 novembre. — Hier, dans la soirée, M. Dupin, président de la chambre des députés, M. le comte d'Argout, gouverneur de la banque, M. le maréchal Lobau, commandant la garde nationale du département de la Seine, M. le général Jacqueminot, chef d'état-major de la garde nationale, M. le duc de Choiseul, gouverneur du Louvre, ont eu l'honneur d'être reçus par le roi.

Aujourd'hui, le roi est sorti à midi, accompagné de M. le comte de Montalivet et des ses aides-de-camp, pour aller à Versailles.

— L'*Eclair* de la Méditerranée annonce que le *Montebello*, qui est parti le 5 novembre au soir pour Bone, doit probablement ramener en France S. A. R. M. le duc de Nemours, après l'expédition de Constantine. Le *Phare*, qui avait appareillé le 4 pour Alger, portait des dépêches pour le prince et le maréchal Cavaulx. On n'avait reçu dans la semaine, à Toulon, aucune nouvelle d'Alger. Le paquebot, qui avait dû partir huit jours avant, n'était pas encore arrivé. On attribuait ces retards à l'état de la mer et au mauvais temps.

— M. le colonel de la Rue est parti pour Strasbourg, envoyé en mission par M. le ministre de la guerre.

— La garnison de Paris reçoit une augmentation de deux régiments d'infanterie. Le 10^e de ligne vient de recevoir l'ordre de quitter Soissons pour se rendre dans la capitale.

— Le commerce des cuirs de Paris vient de donner à M. Sterlingue, l'un des principaux tanneurs de la capitale, une marque de sa reconnaissance : à peine le projet d'ouvrir une souscription à l'effet de lui offrir une médaille d'or eût-il été connu, que plus de quatre-vingt signatures, uniquement dans la corroierie de Paris, ont été offertes et réunies. La médaille a été présentée le 3 de ce mois, à M. Sterlingue, par MM. Sayer, Grenier, Duclos, Dumas et Bachelet, commissaires délégués par délibération de leurs confrères.

Cette délibération motivée spécifie en propres termes : « Que les améliorations obtenues par M. Sterlingue portent particulièrement sur le cuir à semelle qu'il est parvenu à rendre blanc, doux et liant, quoique ferme et serré et pouvant être vendu sec sans se déformer ni perdre de ses qualités. »

Il paraît que les produits mis en vente par M. Sterlingue depuis quelques mois ont causé sur la place une vive sensation. Les corroyeurs de Paris ont compris que cette supériorité nouvelle des produits de la tannerie de la capitale était de nature à donner à leurs affaires au dehors une extension considérable.

— Le 8 novembre, l'Académie royale de Médecine a procédé à l'élection d'un membre titulaire, par suite du décès de MM. Bourdois-Delamotte, Lermier et Burdin. Au premier tour de scrutin, M. le docteur Dubois d'Amiens, agrégé à la Faculté, ayant obtenu la majorité, a été proclamé membre de l'Académie.

— M. Alphonse de Gisors continue de découvrir, dans les fouilles qu'il a faites dans le jardin du Luxembourg pour construire la nouvelle chambre des pairs, une grande quantité de poterie romaine ; ces jours derniers, il a découvert toute la tête d'une amphore qui permet de voir à quel point de perfection la poterie commune même des Romains était élevée ; tous ces monuments de l'antiquité sont soigneusement recueillis et conservés.

— Les travaux pour l'achèvement de l'église Saint-Vincent-de-Paul, place Lafayette, se continuent toujours. Cette année, on achève les terrasses des bas-côtés, terminés le fronton et la toiture de la nef ; aujourd'hui, les ouvriers sont occupés à monter deux tours, comme à St Sulpice, des deux côtés du fronton. On croit que cette église sera terminée l'année prochaine.

— La distribution des prix du Conservatoire aura lieu le 20.

— La galerie de Diane, au palais des Tuileries, renfermait un nombre assez considérable de tableaux qui retraient des faits glorieux de nos armées. Ces tableaux et les sujets qu'ils représentent manquaient au musée de Versailles ; le roi en a fait le sacrifice pour enrichir un monument national. S. M. a fait mettre à leur place, dans la galerie des Tuileries, huit grands tableaux de Mignard et huit compositions plus petites du

même maître. Les panneaux en stuc qui servaient d'encadrement aux tableaux de batailles ont été remplacés par des panneaux en menuiserie dont les dorures et compartiments s'accordent parfaitement avec les ornements du plafond.

— Les dispositions sont prises pour que la rue de Rivoli, la rue Montmartre, la rue Montorgueil, la rue Neuve-des-Petits-Champs et la rue de Richelieu soient très prochainement éclairées par le gaz.

— Les eaux de la Seine, encore une fois bourbeuses, se sont considérablement élevées la nuit dernière.

— Nous avons parlé d'un vol commis dans l'église de Vitry-sur-Seine ; il paraît que ce vol avait été précédé d'un autre commis dans la propriété de feu M. le comte Dubois, ancien préfet de police, située dans la même commune, et dans laquelle est aujourd'hui une institution dirigée par M. le professeur Bourdon.

Une nuit, des voleurs se sont introduits, à l'aide d'escalade, dans le jardin de cette institution, et en ont emporté les arrosoirs, les fourches, les pelles et autres ustensiles aratoires. Sur la plainte portée au maire par M. Bourdon, celui-ci en référa à M. le préfet de police, qui donna l'ordre à M. Allard, chef de la police de sûreté, de mettre trois de ses agents à la disposition du chef d'institution. Cet ordre fut transmis avec promptitude ; mais les voleurs devancèrent encore les agents, et dans la nuit qui précéda leur arrivée, ils pénétrèrent dans la salle du billard et emportèrent, roulés pêle-mêle dans la toile qui couvre ce meuble, le drap coupé, les queues, les billes, ainsi qu'un grand tableau qui se trouvait dans cette salle. C'est de là qu'ils allèrent à l'église où, après avoir fait leur vol, ils oublièrent le tableau volé chez M. Bourdon. On vient de découvrir que la toile du billard avait été vendue à un tailleur de village. Après trois jours d'une surveillance sans résultat, les agents de la police sont revenus à Paris.

— Un vol a été commis hier au soir au café Tortoni. Un spéculateur, pressé de racheter les rentes qu'il avait vendues à la bourse, accroche son manteau dans le salon qui précède la pièce où se font les spéculations. Il revient une minute après, le manteau avait disparu. Le spéculateur dépouillé s'est consolé par un calembourg ; en se retirant vêtu d'une légère redingote, il s'est écrié : « Il était écrit que je resterais à découvert ! »

ACCIDENTS. — SINISTRES.

Une nouvelle collision vient d'éclater entre les ouvriers charpentiers. Les compagnons du devoir prétendent interdire aux compagnons de liberté et Limousins la faculté de travailler sur la rive droite de la Seine. Ceux-ci, comme on le pense bien, n'ont pas voulu se soumettre à cette prétention. C'est là le principe de la querelle.

Un entrepreneur, M. Terville, qui employait des compagnons de liberté et des Limousins, a été forcé, à son grand détriment, de transporter ses ateliers du faubourg Saint-Martin, où ils étaient depuis dix ans, au faubourg Saint-Germain, parce qu'il n'a pas voulu renvoyer des ouvriers qu'il occupait depuis plusieurs années. Par suite de cette démarche, M. Terville et ses trois frères se sont trouvés exposés à de mauvais traitements ; un ouvrier a été grièvement blessé. La justice informe, et la police veille attentivement sur les meneurs de cette déplorable affaire.

— Le feu s'est manifesté hier dans les ateliers du sieur Rousselle, fabricant de cuirs vernis, rue de Montmorency, n. 25. Les solives d'un plancher étaient déjà dévorées par les flammes, lorsque les sapeurs-pompiers sont accourus sur les lieux. La promptitude qu'ils ont mise à porter secours, et le zèle qu'ils ont déployé dans cette occasion, comme dans tant d'autres, ont rendu de pair d'importance cet incendie, qui, par la nature même de l'état de M. Rousselle, pouvait avoir les suites les plus graves.

— Un commencement d'incendie s'est manifesté, avant-hier soir, dans la maison rue Jean-Goujon, n. 15. Un locataire avait eu l'imprudence de s'endormir, en laissant sur sa table de nuit une chandelle allumée. Le feu a pris au rideau et a consumé presque tout le mobilier de la chambre. Le locataire a failli lui-même être victime de sa négligence.

Les accidents de ce genre ont été fréquents depuis le commencement de la mauvaise saison, et nous ne saurions trop les signaler.

— Le feu a pris aujourd'hui à une cheminée de la maison place de la Bourse, n. 12, dans le logement de M. Mathieu, horloger. La prompt intervention des pompiers a empêché tout événement fâcheux. On a remarqué la précaution prise par la police de placer deux sentinelles devant le magasin d'horlogerie qui contient une grande quantité d'objets de la plus grande valeur.

La lettre suivante que nous nous empressons d'accueillir, nous est adressée en rectification d'un fait que la *PRESSE* n'a reproduit qu'après son insertion dans les journaux de Paris et dans ceux du Pas-de-Calais.

Paris, ce 8 novembre 1856.

Monsieur,

Vous avez accueilli et placé dans votre journal une annonce où mon nom figure sans le moindre fondement. Je suis, dites-vous, à la tête d'une entreprise de diligences, voitures attelées de chevaux anglais qui doivent parcourir la route des côtes de France jusqu'à Paris. Je puis vous assurer que je n'y ai jamais pensé. Cette erreur n'est pas aussi indifférente qu'elle peut vous le sembler. Quant à moi qui dois, à ce qu'il paraît, me résigner à voir figurer mon nom dans tous les contes que l'on d'élite, peu m'importerait qu'on fit courir mes voitures sur la route de Boulogne, comme on les fait figurer chaque année dans les journaux du carnaval, où de ma vie elles n'ont paru ; mais votre annonce, si vous ne la rectifiez, aura très probablement l'inconvénient d'engager quelques personnes à m'adresser des demandes d'emplois. Dernièrement on m'avait fait entreprendre d'omnibus, et j'ai reçu à cette occasion une quantité de pétitions telle que je n'ai pu y répondre. Vous n'avez pas eu, je pense, Monsieur, l'intention de vous rendre complice d'une plaisanterie du même genre. Vous m'obligeriez donc beaucoup, soit en insérant ma lettre, soit en annonçant d'une manière quelconque que cette entreprise n'existe pas, ou du moins que si elle existe, ce que j'ignore, j'y suis aussi étranger, que je l'ai toujours été à toute spéculation.

Agréé, etc.

H. SEYMOUR.

Variétés.

TOUSSAINT LOUVERTURE (1).

Cependant le directoire, n'ayant plus que Toussaint à la tête des affaires de sa plus importante colonie, sentit que, pour son honneur au moins, il fallait y envoyer un homme blanc, qui sût lui répondre de cet homme noir, que possédait si énergiquement la monomanie de la domination d'un seul. Son choix fut malheureux. Il tomba sur cet excellent général Hédouville, que nous avons tous connu homme aussi honnête, aussi paisible, aussi confiant que Toussaint était pervers, violent et dissimulé. La partie n'était pas égale. Aussi dès que celui-ci, qui avait osé se défaire du rude Santhonax, apprit qu'Hédouville allait arriver, il prit tout de suite ses dispositions pour l'annihiler à son débarquement : elles furent éclatantes. Toussaint fit de nouveau sonner les trompettes de la guerre contre les Anglais. Rien n'était plus sympathique avec la passion nationale de l'époque, ni avec ses propres intérêts de domination. Cette grosse armée de Noirs se mit soudain en mouvement vers le sud où le général Maitland occupait le Port-au-Prince, Jomare, Jérémie et le Môle St-Nicolas. Le général anglais, et Toussaint l'avait bien jugé, se voyant hors d'état de soutenir la guerre, entra en négociation pour l'évacuation de la colonie, et les négociations inspirées par une politique toute anglaise, sortirent bientôt du cercle étroit des conventions militaires qui devaient suffire. Il ne fut question de rien moins, pour Toussaint, que d'être reconnu par l'Angleterre, souverain indépendant de Saint-Domingue, moyennant un traité de commerce exclusif.

(1) Voir la *Presse* du 9 et du 10.

Ce fut au milieu de ces combinaisons que le général Hédouville, déjà débordé dans l'esprit de Toussaint, débarqua gauchement à Saint-Domingue au lieu de se débarquer au Cap, résidence politique et militaire du gouvernement; il se donna gratuitement le ridicule de fuir les approches du vieux Africain, de vouloir le prendre en flanc par une manœuvre vulgaire, et de commencer par tâter un terrain qui tremblait déjà sous ses pieds. Quand il apprit cette tactique, Toussaint n'en fit que rire à son quartier-général, mais il donna des ordres au Cap pour la réception du haut commissaire français, et continua sa négociation avec le général anglais. Cependant, afin d'épargner à Hédouville des démarches inconsidérées dont il était instruit par les espions du Cap, il quitta brusquement le champ des négociations, et arriva dans cette ville avec une faible escorte. L'entrevue avec Hédouville fut ce qu'elle devait être. Au degré de puissance où Toussaint était parvenu, il crut pouvoir lever le masque avec un si faible adversaire; il se montra ce qu'il était, indépendant et indispensable. Puis, l'abandonnant à ses réflexions, il retourna à sa diplomatie britannique.

Là précisément se trouvait pour Hédouville l'élément d'une difficulté que l'aplomb taciturne de Toussaint l'empêchait de prévoir. Commissaire supérieur du gouvernement français, c'était bien à lui de sanctionner le traité avec les Anglais. En conséquence, il avait entamé avec eux des préliminaires, et publié des proclamations. Mais le malheureux général ne voyait pas que cette même qualité d'agent de la république lui donnait pour ennemis inconciliables les colons et les émigrés, que Toussaint avait rétablis sur leurs habitations. Il le sut bientôt; car ceux-ci déchirèrent ses proclamations et déclarèrent qu'à Toussaint seul, général en chef de l'armée, appartenait le pouvoir de traiter avec l'ennemi. En effet, Toussaint crut devoir se passer d'Hédouville pour recevoir la capitulation des villes occupées par les troupes anglaises. Bien plus, il fit solennellement son entrée au Môle Saint-Nicolas, où l'attendait le général Maitland. Le curé portant le saint-sacrement, le reçut sous le dais. Les troupes britanniques formaient la haie et il en passa la revue. Un repas splendide lui fut donné par Maitland sur la grande place, et le général lui fit présent, au nom du roi d'Angleterre, de toute son argenterie et de deux coulevrines de bronze. Le rôle du général Hédouville se trouva ainsi réduit à cette humiliation en rapport exact avec sa nullité.

Toutefois, en vertu de son caractère officiel, le commissaire du directoire voulut tenter de donner un nouveau signe de son existence politique, par une proclamation relative à l'état civil et politique des blancs et des noirs. C'était entrer dans le domaine réservé de Toussaint, qui en fit publier une tout-à-fait contraire, par laquelle il déclara une amnistie générale, déclarant qu'il n'y avait plus d'émigrés, et c'était bien certainement l'homme noir qui voyait les choses de haut. Mais il ne relevait que de lui-même, tandis qu'Hédouville était tenu par les instructions d'un gouvernement qui fusillait les émigrés. Au milieu où l'appui de ce conflit, entre les deux grands pouvoirs de Saint-Domingue, un soulèvement suscité au Cap par les noirs ayant mis fort à propos en péril le général Hédouville, Toussaint, fidèle à sa tactique dans l'affaire de Laveaux, arriva de nuit au fort Belair, fait tirer le canon d'alarme, refoula l'insurrection dans la ville, et au sein de ce tumulte savamment organisé, Hédouville et 1,500 personnes s'embarquent précipitamment sur les navires de l'état. Après le dénouement de cette nouvelle machination de Toussaint, la tranquillité fut rétablie au Cap comme par enchantement, et le dictateur alla présider dans la cathédrale à un Te Deum solennel, en actions de grâces du retour de la paix, et le nom de libérateur lui fut donné.

Cependant le départ d'Hédouville, qui protégeait Rigaud et ses mulâtres contre l'empire noir de Toussaint, donna le signal d'une guerre d'extermination entre ces deux couleurs, et couvrit de massacres les cantons du sud. Obligés, en raison des chances de la guerre et des localités de leurs habitations, à prendre parti pour Toussaint ou pour Rigaud, les Blancs payèrent encore de leur sang les terribles réactions de cette lutte acharnée. Pendant plus d'une année, elle montra par des fureurs implacables jusques où pouvaient aller les haines de couleurs, bien autrement impitoyables et ardentes sous le ciel des tropiques que les haines d'opinion sous le ciel d'Europe. Enfin, après cette longue rivalité de vengeance sanguinaire, Toussaint l'emporta sur Rigaud, à qui il ne restait plus que la petite ville des Cayes.

On était à la fin de 1799, quand un immense événement pour le monde, l'avènement de Bonaparte au consulat, fut notifié à Toussaint par une députation composée du commissaire Raymond, du général Michel et du chef de brigade Vincent, son agent à Paris. Ces députés arrivèrent avec une proclamation du premier consul. Mécontent de n'en avoir pas reçu une lettre, Toussaint étudia la publication de la proclamation, et se contenta de faire connaître par un ordre du jour sa confirmation comme général en chef, et, saisissant soudain, avec la sagacité qui lui était propre, l'unique avantage qui résultait pour lui de la proclamation consulaire, il se rendit dans le sud, où étaient son armée et les débris du parti de Rigaud. Ce déplacement du Cap avait un but très politique. Aussitôt la nouvelle de l'élévation du général Bonaparte, Toussaint avait jugé, avec le coup-d'œil qui ne l'avait jamais trompé, que, dans de telles circonstances, et avec les desseins qu'elles lui inspirèrent à l'instant, il aurait besoin de la libre disposition de toutes ses forces, et que, par conséquent, il lui fallait n'avoir plus un seul ennemi sur la terre de Saint-Domingue. Il envoya donc le colonel Vincent au général Rigaud pour le décider à mettre bas les armes et même à quitter la colonie. Fasciné par la politique de Toussaint et par la confirmation du titre de général en chef, qu'il venait de recevoir du premier consul, conseillé aussi par l'esprit de vengeance qu'il crut pouvoir satisfaire à Paris contre son rival, Rigaud licencia ses mulâtres et s'embarqua pour la France.

Rt ce fut alors que maître absolu de Saint-Domingue, sans rivalité, Toussaint rétablit complètement la culture dans le nord et dans l'ouest, et replaça dans les ateliers tous les nègres dont il ne voulut point pour soldats. Alors aussi, il se fit réellement souverain, s'entourant, pour imiter ou narguer le premier consul, d'un corps de guides à cheval, d'une garde et d'une pompe royales, et résidant tour à tour, soit dans les palais somptueux du Cap ou du Port-au-Prince, soit dans des maisons de plaisance voisines de ces deux capitales. A cette époque, le traité de Bâle ayant cédé à la république la partie espagnole de Saint-Domingue, Toussaint alla la réclamer pour abrégier les délais, à la tête de 10,000 hommes, refusa de prêter le serment d'usage des gouverneurs espagnols, et se fit apporter les clés de Santo-Domingo, la capitale. Il y fit aussi son entrée sous le dais de l'évêque, fit chanter un Te Deum dans la cathédrale, et, au bruit des cloches et de l'artillerie des forts, fit proclamer son investiture. Puis, habilement jaloux d'intéresser à sa domination le clergé espagnol, qu'il connaissait de longue date, l'ancien déserteur et meurtrier des troupes de cette nation, alla recueillir la même ovation religieuse dans toutes les villes témoins et victimes de sa trahison! Toussaint était un homme d'état à sa manière.

Ceci avait lieu à la fin de janvier 1801. *Me voici*, disait-il, *te Bonaparte de Saint-Domingue*, et il écrivait au premier consul, *le premier des noirs au premier des blancs*. Il est vrai que ses lettres restaient sans réponse, et son orgueil despotique en était outrageusement révolté. Cependant, par cette malheureuse idée de vouloir imiter Bonaparte, il se fit présenter un projet de constitution qui le nommait gouverneur et président à vie, avec le droit d'élire son suc-

cesseur, et de nommer à tous les emplois; il était difficile de marcher plus vite. On osa cependant l'avertir que sa constitution, avec ses deux dernières dispositions, était un véritable manifeste contre la France, de qui il tenait tous ses pouvoirs. Il le savait bien sans doute, et le voulait ainsi, car il se contenta de répondre aux donneurs d'avis, qui n'en revinrent pas, *c'est affaire à moi*; et il fit proclamer sa constitution avec la plus grande solennité. Ce fut la belle époque de son gouvernement. La colonie prospérait merveilleusement par l'administration, la culture et le commerce étranger qui affluait dans ses ports sous le pavillon américain. La terreur du chef veillait sur l'ordre public; malheur à qui eût osé le troubler! Toussaint arrivait non comme juge, mais comme maître, mettant sa vengeance à la place de la justice, et punissant impitoyablement comme une injure personnelle le délit public.

Ainsi, une révolte de cultivateurs avait éclaté dans le nord, Toussaint s'y transporta comme la foudre, fit fusiller devant lui son propre neveu Moïse, accusé d'en avoir été l'instigateur, et ainsi que le vireux de la Montagne, il envoya individuellement à la mort ceux qu'il choisit lui-même; et ils y allèrent sans se plaindre, le saluant comme les esclaves de Tibère, tant il avait su imprimer aux noirs le dévouement à sa volonté, sans avoir besoin, à l'exemple de Mahomet, de la faire descendre du ciel. L'exécution de Moïse produisit l'effet que Toussaint avait voulu atteindre; elle frappa d'une nouvelle terreur, non seulement tous les habitants, mais ses généraux, et les chefs civils et militaires; car ceux-ci savaient bien que Moïse était innocent, et je recus d'eux au Cap cette horrible confiance. Le fait est que Toussaint, jaloux de l'affection que les noirs portaient à son neveu, saisit avec ardeur l'occasion de le faire paraître coupable d'ingratitude et de rébellion; et il voulait aussi prouver par l'effusion du sang, qui était le sien, que nul n'était exempt de la loi qu'il avait établie. Je témoignais mon étonnement à M. Pascal, secrétaire de Toussaint, de ce qu'aucun de ses officiers n'eût plaidé en faveur de son neveu, et il me répondit: *Moïse n'en eût pas moins péri, et avec lui ceux qui l'auraient défendu*.

Pour cet homme, qui s'était habitué et qui avait forcé la population entière de Saint-Domingue à ne reconnaître d'autre autorité que la sienne, et à regarder le moindre signe de sa volonté comme une loi absolue, au point d'aller au-devant du supplice lui-même, l'apparition subite du premier consul, chef suprême de la terrible république française, victorieuse de l'Europe, était un événement devant lequel sa prévoyance naturelle et son inquiétude de l'avenir, avaient dû échouer. Mais il n'en était pas de même de sa force d'âme, ni de son courage politique. Se relevant tout à coup de sa stupeur, par la rage que lui inspira l'idée de sa soumission à une main plus puissante que la sienne, il se reploya sur lui-même comme un serpent, s'enveloppa de nouvelles ténèbres, et rechercha silencieusement les moyens de conjurer ou de suspendre l'orage que lui faisait entrevoir le silence obstiné du premier consul. Il renouela donc, mais inutilement, ses lettres qui rendaient compte des derniers événements, tels que la prise de possession de la partie espagnole, la promulgation de sa constitution, et enfin la destitution de l'homme agent de la république; car Toussaint n'avait jamais pu vivre en présence d'un autre pouvoir que le sien. Il demandait d'être approuvé dans tout ce qu'il avait fait pour le bien de la colonie, dont avec raison il mettait l'étonnante prospérité sous les yeux du premier consul.

Mais Bonaparte n'était pas homme à sacrifier à l'indépendance de Toussaint la dépendance de Saint-Domingue qui, selon lui, ne serait jamais qu'illusoire sous un tel chef. Aussi ses lettres restèrent encore sans réponse. L'initiative prise par Toussaint de donner une constitution qui assurait à lui et aux siens l'hérédité du pouvoir, était un crime politique dont l'impunité eût été d'un fatal exemple. Toussaint, par cet acte d'une ambition effrénée, gâta toute sa vie, et il devait perdre sa cause au tribunal d'un gouvernement nouveau, qui avait adopté pour premier principe l'unité et l'indivisibilité de la république. Il paraît que, malgré sa pénétration, Toussaint n'avait pas calculé la portée d'un parti aussi audacieux; il n'en calcula pas mieux les conséquences. L'opiniâtreté du silence consulaire pesa de nouveau sur son âme, de tout le poids de son orgueil irrité, et l'espoir de la vengeance pouvait seul en soulager le supplice. Aussi la publication de la paix entre la France et la Grande-Bretagne, qui fut pour l'univers un oracle de bonheur et de joie, ne fut pour Toussaint que celui de la révolte et de la guerre. Et vis-à-vis de sa couleur, il y trouva de puissants motifs dans le malheureux rétablissement de l'esclavage à la Martinique et à Cayenne, dont il apprit bientôt la nouvelle par ses agents et ses correspondances. Dès ce jour il ne perdit pas un moment pour faire un nouvel appel à ses soldats dispersés dans la colonie, et s'entourer plus que jamais de leur dévouement, afin de soutenir et de défendre jusqu'à la mort leur cause et la sienne.

Toussaint était dans ces dispositions, quand des hauteurs de Samana il vit les divisions de Lorient et de Rochefort sous les ordres de Latouche Tréville, et que peu de jours après, il contempla la réunion de toute la flotte de l'amiral Villaret Joyeuse, qu'il put compter enfin de ses yeux 54 bâtiments de guerre, parmi lesquels flottaient le pavillon espagnol de l'amiral Gravina. *Vous voyez*, dit-il à ses Noirs, *que c'est la guerre qui arrive. C'est toute la France qui vient nous remettre en esclavage. Il nous faut mourir, il faut brûler ce qu'on ne pourra défendre. Il faut mourir*. De l'observatoire où il était placé, Toussaint put voir encore la flotte se diviser et transporter soit le général Kerverseau à Santo-Domingo, soit le général Boudet au Port-au-Prince, soit le général Rochambeau au fort-Dauphin avec les troupes sous leurs ordres, soit enfin le capitaine-général Leclerc, beau-frère du premier consul, voguant vers le Cap français avec le reste de la flotte. Ainsi Toussaint, que notre armée devait surprendre au Cap, si l'amiral Villaret n'avait pas perdu quinze jours au risque de compromettre le salut de ses vaisseaux, à attendre dans le golfe de Gascogne l'escadre de Latouche Tréville, surprit notre expédition dans sa route, au Cap Soman. Sans doute il était déjà décidé à résister; mais comme il ignorait le projet de notre entreprise, il était loin d'être prêt. Il le fut bientôt, ou bien il crut pouvoir l'être, en retournant au Cap de toute la vitesse de ses chevaux.

La passe de ce fort devait être forcée, d'après les instructions de Paris, si Toussaint s'opposait à la descente. Le 3 février 1802 un capitaine de frégate, porteur d'une lettre du premier consul au général Toussaint et d'une proclamation, se présenta à la passe du Cap avec trois bâtiments, dont un cutter qui y pénétra. Les balises avaient été enlevées, et, pour qu'il ne restât aucun doute sur les dispositions de Toussaint, le cutter fut salué à boulets rouges par le fort Pécolet. Il était tard. La flotte ayant dérivé, il était impossible de songer pour ce jour à attaquer les forts, et de plus, par une imprévoyance que rien ne peut justifier, l'amiral avait négligé d'embarquer des pilotes pratiqués de la baie du Cap. Cependant le capitaine de port de cette ville se rendit à bord de l'amiral pour lui déclarer qu'il attendait les ordres du général Toussaint, relativement à l'entrée de la flotte. Alors le capitaine-général écrivit à Christophe, commandant au Cap; mais il en reçut un refus positif de laisser entrer l'armée. Cependant, à défaut de pilotes pour guider la flotte dans la passe difficile de la baie, l'amiral voulut se servir du capitaine de port. Mais ni prières, ni menaces, ni argent ne purent ébranler sa fidélité. Cet homme était un mulâtre; il se nommait Sangos. On lui offrit jusqu'à 30,000 fr.; on lui mit la

corde au cou: il resta inébranlable. Ceci peut donner l'idée de l'empire pire que Toussaint exerçait alors, même sur une couleur ennemie dont il avait juré, commencé; et enfin arrêté par nécessité la destruction totale.

Peu après, une députation du Cap, à l'insu de Christophe, vint à bord de l'Océan supplier le général Leclerc de ne point tenter le débarquement, qui donnerait infailliblement le signal de l'incendie de la ville et le massacre des blancs. Ainsi s'écoula, en vue du Cap, un temps précieux, dont la perte devait lui être bien fatale; car nous avions précédé de quarante-huit heures l'arrivée de Toussaint. Le cutter ayant franchi la passe, les frégates pouvaient suivre le cutter, et les vaisseaux les frégates. D'après le conseil qui eut lieu à bord de l'Océan, le digne amiral Gravina appuya vivement et militairement l'avis du capitaine général, qui voulait que la passe fût forcée. Mais Villaret, qui prétendait avoir seul le droit d'ordonner le débarquement, s'y opposa. Appelé à bord de l'Océan pour y recevoir les instructions du général Leclerc, en ma qualité de secrétaire-général du gouvernement de Saint-Domingue, j'arrivai à la suite de cette orageuse explication, et j'entendis l'amiral espagnol dire à l'amiral français que *s'il avait eu l'honneur de commander une semblable expédition pour son maître le roi d'Espagne, il serait entré comme la foudre dans le port de la capitale*.

Le général Leclerc dut alors se borner à déclarer à l'amiral Villaret qu'il voulait cette nuit même prendre terre avec 6,000 hommes, et débarquer au Limbé, derrière les mornes du Cap et malgré la violence de la mer. Car tous les augures de notre expédition furent malheureux; la surprise de Samana, l'enlèvement des balises, le refus des pilotes, la guerre organisée sur terre, la discorde entre les chefs sur les vaisseaux, et enfin la tempête sur la mer. Elle était si violente, que retournant à mon vaisseau, le *Patriote*, de 74, où était tout l'état-major du général en chef, les canotiers ne le reconnurent qu'au rang qu'il occupait dans la flotte; un coup de vent venait de le défigurer horriblement en brisant un de ses mâts. Le vétéran de la marine française portait avec lui un noble et douloureux souvenir. L'infortuné Louis XVI l'avait monté à Cherbourg en 1790, quand il alla visiter les admirables travaux exécutés par ses ordres. L'Océan était plus heureux. Il protégeait de sa triple batterie l'Armée de l'expédition, Pauline Bonaparte, mariée au général Leclerc. A cette admirable époque de dévouement aux intérêts de la patrie, le premier consul voulut en donner un gage éclatant en faisant partager à sa plus jeune sœur, à la plus chérie peut-être, les périls et la gloire de son époux.

DE NORVINS,

Ancien secrétaire-général du gouvernement de Saint-Domingue.

BOURSE DU 10 NOVEMBRE.

Les consolidés du 3 sont arrivés à 88 1/8 à 1/4, ce qui donne 3/8 de baisse sur le cours comme hier; aussi l'impulsion se défavorable donnée à nos fonds dans la bourse de hier a-t-elle continué son effet ce matin à Tortoni.

Une circonstance assez singulière a fait commencer les affaires au cours de 79 20. Le *Journal du Commerce*, dans sa deuxième édition de Paris, donne le cours des fonds de Londres arrivés le matin. Aujourd'hui, par erreur, il a imprimé 88 3/4 au lieu de 88 1/8 1/4, et un spéculateur, mal informé a acheté une partie de rentes à 79 20. De ce cours à celui de 79 05 il n'y a pas eu d'affaires; on a fait aussi 79 et 78 93.

Le parquet s'est tenu entre 79 et 79 10. Malgré le peu d'importance de cette variation il s'est traité des affaires considérables.

Après la bourse on a fait 79 et 79 02 1/2; à 5 h. on demandait à ce prix.

Les fonds étrangers ont été lourds.

BOURSE	Prem. Cours.	Puis haut.	Puis bas.	Dern. cours.	Cours d'hier.
de 10 NOVEMBRE 1836.					
5 0/0 J. du 22 S. c...	105 65	105 80	105 60	105 70	105 10
Fin courant...	105 95	106 05	106 00	105 95	105 10
Prime fin cour...	106 10	106 20	106 10	106 10	106 10
Prime fin proch...	106 20	106 30	106 20	106 20	106 20
5 0/0 du 22 J. comp...	78 95	79 00	78 90	78 95	78 10
Fin courant...	79 00	79 10	79 00	79 05	79 10
Prime fin cour...	79 10	79 20	79 10	79 15	79 20
Prime fin proch...	79 20	79 30	79 20	79 25	79 30
Avant la bourse, 79 00.					
Après la bourse, à 4 h., 79 05.					
FONDS ÉTRANGERS.					
NAPLES. Vale. cour...	95 25	95 25	95 10	95 25	95 25
Fin cour...	95 25	95 25	95 10	95 25	95 25
ESPAGNE. Cortes...					
- Emprunt royal 1835, 5 0/0					
- Rente perpét., 6 0/0					
- Trois 0/0					
- Dette passive, 5 1/2					
- Dette active, 20 1/8					
- Coup...					
- Anciens différés, 5 1/4					
- Nouveaux différés, 5 1/4					
Prénoté, 5 0/0 avec prime, 1052 50					
REPORTS: Du comptant à la fin du mois.					
5 0/0...	25	25	25	25	25
5 0/0...	20	20	20	20	20
Naples...	25 15	25 15	25 10	25 15	25 15
CHANGES. Sur Londres (5 mois), 25 02 1/2.					
Sur Hambourg 154 3/4. Amsterdam 57 3/4.					
FONDS ANGLAIS. Londres, 9 novembre. Cité, 4 heures.					
Consolidés pour compte, ouverts à 88 3/8					
pour compte, fermés à 88 1/4					
FONDS ESPAGNOLS, actif.	19 3/4	19 3/4	19 3/4	19 3/4	19 3/4

TORTONI, dix heures du soir.

On a fait 6,000 fr. de rentes à 79 02 1/2, et à 10 h. on demandait à ce cours.

BULLETIN COMMERCIAL.

PARIS, 9 novembre.

SPRITUEUX. — Eau-de-vie (hors barrière), 23 dec., 27 velt. Montpellier, 1504 123 50; Saintonge, 145 à 147 50; la Rochelle, 155 à 157; Cognac nouveau, 170 à 172 50; Rassis, 150 à 152; vieux, 220 à 250.

ESPRIT 3/6, (27 velt.) — Saintonge, à 150; Loire, à 140; la Rochelle, à 140; fin de fûtelle, 125 00 à 126; Provence, à 140; Montpellier, 137 50 à 150.

HUILE. — (hors barrière), 100 kil., escompte, 6 0/0. Olive commune, 150; fine vieille, 150; Sardinie vieille, 150; Nouvelle, 210 à 215.

SAVOIX. — Alaiselle, bleu pâle, 100 kil., escompte, 11 1/2 0/0; blanc, 9 0/0, 120.

HAVRE, 9 novembre 1836.

VENDES.

CORDES. — 407 balles George C. S., 1 35 à 1 50, acq.; 50 id., mobile, 1 25, acq.; 38 id., Louisiane, 1 52 1/2 à 1 57. En tout, 639 balles.

SECHES. — 52 bqs brut, 62 f., achetés pour l'exportation, sur la base de 64 f. la bonne 4me. CAFÉ. — 405 225 Haiti, bon ord., couleur, 62 1/2, entre.

TAPIOCA. — 33 barils de Bahia, par la Corée, en vente publique, à 34 c. le 1/2 kil., acq.

RÉSINE. — 42 barils des Etats-Unis, 2 50 les 30 kil.

SAÏN. — 20 fûts de Russie, 60 f.

CAIRS. — 350 balles Ayres, 81 7/8.

CHAMVRE. — 4 millions Outchot, Saint-Petersbourg, ord., 45 f.

PEANX. — 1,700 de Rennes, 3 f.

POTASSE. — 15 barils New-York, 13-20, 58 f.; 2 id., id., 1re sorte, 60 f.

DÉCLARATIONS DE FAILLITES

De 7 novembre.

Napuet, commis. courtier, rue Dauphine, 3. — Juge-commissaire, M. Bourlet fils.

Syndic, M. Morel, rue Sainte-Apolline, 9.

Beussier, négociant en huiles, rue d'Enghien, 11. — Juge-commissaire, M. Gailleton.

Syndic, M. Hermin, rue Neuve Saint-Eustache, 7.

MONITEUR.

PARIS, 11 novembre.

Le *Moniteur* de ce matin publie deux arrêtés qui accordent, à quarante-quatre communes de divers départements, 37,150 fr. destinés à les aider dans leurs projets d'acquisition, construction et réparation de maisons d'école, comme aussi d'achat de mobilier de classe.

M. Bailly, propriétaire, vient d'être élu membre du conseil général en remplacement du baron Faut.

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, ÉMILE DE GIRARDIN.

Paris. — Imprimerie de BÉTHUNE et PLOU, rue Vaugirard, n° 36.